

**Rapport d'orientation
de Jean-Claude Oliva
adopté à l'Assemblée générale du 28 février 2013**

La Coordination Eau Île-de-France se trouve dans une conjoncture particulièrement favorable. La réussite du FAME lui a donné une grande crédibilité. Des perspectives européennes s'ouvrent avec la mise en place du Mouvement européen pour l'eau bien commun dont nous sommes parmi les fondateurs et des campagnes communes comme l'Initiative citoyenne européenne « l'eau est un droit humain ». En France, nous avons des interlocuteurs et nous sommes engagés dans des actions à tous les niveaux, du local au national, en passant par la région IDF avec laquelle nous sommes en liens étroits.

Les objectifs fondamentaux de la Coordination n'ont pas changé. Il s'agit de construire le mouvement citoyen, autonome, capable de peser sur les enjeux et d'obtenir des avancées dans la bataille pour une gestion publique, démocratique et écologique de l'eau. Sa démarche se fonde sur l'alliance entre des associations de différents types (environnementalistes, consommateurs, altermondialistes, culturelles, etc.) et sur l'alliance entre associations, experts et élus.

Dès les débuts de la Coordination, nous avons fait le choix de nous constituer en association. Cela nous permet d'aller en justice, de toucher des subventions, d'avoir des salariées, etc. Bref cela assure une pérennité et des moyens à notre action. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une fin en soi ; cela ne s'oppose pas à l'ouverture à tous et sans conditions de nos réunions et de nos actions à la spontanéité, à la libre initiative de chacun.

Surtout, nous sommes une coordination. Nous ne prétendons pas tout faire nous-mêmes, -nous le voudrions, nous ne le pourrions pas-, mais nous pouvons échanger, mutualiser expériences et actions. On peut venir nous chercher pour participer à un projet, une campagne, etc., nous répondons présent. Mais bien entendu, nous ne sommes pas en mesure de porter seuls les projets qui nous sont soumis.

Le FAME nous a guéri, s'il le fallait, du rêve d'un programme unique et d'une organisation unique des activistes de l'eau. Le mouvement pour l'eau est durablement (et sans doute structurellement) hétérogène et composite : cela conforte plutôt notre choix d'être une coordination.

Après ces considérations générales, voici les grands axes de développement sur lesquels nous travaillons depuis plusieurs mois et quelques propositions concrètes pour aller plus loin.

Poursuivre nos actions de proximité

Suite aux Assises régionales des associations pour l'eau, nous avons déterminé des actions pilotes par département. Depuis ces actions se sont développées fortement sur le terrain. Cela comprend l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le 93, avec l'étude menée par Marie Chaumet (à Saint-Denis et à Montreuil) ; les luttes pour la gestion publique dans le 78, le 91 et le 95 ; les actions contre la pollution dans le 77, notamment celle provoquée par ADP dans des affluents de la Marne et maintenant l'autorisation d'une nouvelle décharge dont les rejets iraient dans les mêmes affluents ! ; l'habitat à Paris, avec le projet « eau, ma parole » en cours de réalisation dans le 13e arrondissement ; la poursuite de la lutte à Est Ensemble, etc. On peut dire la Coordination poursuit son enracinement dans la plupart des départements d'Île-de-France à partir d'actions concrètes. **Pour aller plus loin et systématiser notre implantation, nous proposons de désigner un ou deux représentants officiels de la Coordination dans chaque département.**

Au niveau régional

Nous sommes engagés dans la préparation du festival « Tous en Seine » dont la préfiguration aura lieu l'été prochain. Dans ce cadre, sur la lancée du FAME, **nous avons proposé d'organiser un nouveau forum citoyen** qui reprendrait les ingrédients qui ont fait le succès du FAME : participation des associations et des personnalités dans leur diversité, construction par les contenus, promotion des résistances et des alternatives du monde entier. Pour cette première année, nous serons cependant dans un cadre contraint qui nous obligera sans doute à nous limiter à un ou deux axes, nous avons notamment évoqué la participation des usagers-citoyens et la qualité de l'eau.

Nous sommes aussi engagés dans la construction de l'EPURE. La Coordination a fortement participé à la journée de préfiguration qui a confirmé l'objectif politique de la région d'aider au passage en régie des collectivités qui le souhaitent. Mais dans cet objectif, le dispositif prévu dans un premier temps, à savoir un audit sur les collectivités volontaires réalisé par un bureau d'études, semble insuffisamment opérationnel. **Je propose que nous prenions l'initiative d'organiser une expertise publique et citoyenne.** Il s'agirait de constituer un comité d'experts -nous n'en manquons pas à la Coordination et nous en connaissons bien d'autres aussi -, comprenant des techniciens de régies publiques, des élus qui ont mis en place des régies et des professionnels indépendants. Bien entendu, il s'agira de demander les moyens nécessaires au travail de ce comité. La nécessité de ce genre d'expertise est largement partagée mais jusqu'à présent, personne n'est arrivé à passer aux actes (aqua publica europa, France eau publique, consultants indépendants, etc) et à l'organiser : relevons ce défi !

Enfin nous avons déposé **le projet « les autres voix de l'eau » avec Glob'radio.** En réalisant une série d'émissions avec les associations locales sur les luttes sur l'eau, il s'agit de renforcer les liens entre les associations, de rendre visible le mouvement associatif et citoyen pour l'eau bien commun en Île-de-France et de favoriser l'expression citoyenne. Cela permettra de créer des événements locaux et publics à l'occasion de la réalisation des émissions et de former des bénévoles des différentes associations à réaliser une émission de radio

Au niveau national

De par le rôle que nous avons joué dans l'organisation et la tenue du FAME, nous sommes l'embryon d'une coordination nationale de l'eau bien commun. Mais il est difficile d'avancer sur ce terrain car cela exige des moyens que nous n'avons pas pour le moment. En même temps, nous devons répondre sans attendre à des sollicitations, conséquences directes du succès du FAME : par exemple, le meeting à Montpellier avec Gabriel Amard et moi comme pdt de la Coordination ; titre

du Midi Libre : « le collectif de l'eau s'enracine ». Ou encore, nous participons activement à un groupe de travail, initié par la Fondation France Libertés, en vue d'aboutir à une nouvelle proposition de loi sur l'eau. Dans le même sens, nous avons provoqué samedi 2 mars une première réunion entre associations de la région Rhône-Alpes à Lyon dans le but d'avancer vers la création d'une coordination régionale. Nous avons toujours le projet d'organiser la réunion nationale des associations que nous avons envisagé mais pas pu tenir dans la préparation du FAME.

Pour aller plus loin, **je propose que nous ouvrons largement la possibilité pour des personnes ou des associations de la France entière, d'adhérer à la Coordination EAU IDF**. Nous avons déjà quelques adhérents à Marseille et à Toulouse (qui sont partis de la RP) et une association dans un département limitrophe. Là, il s'agirait d'aller plus loin, en ne laissant personne isolé, en renforçant les échanges et en recevant du coup des renforts humains et matériels. Le moment venu, cela devra passer par des modifications statutaires (mais pas ce soir, bien sûr), pour reconnaître explicitement ce que nos statuts n'interdisent pas de toute façon.

Au niveau européen

Avec le FAME s'est constitué le **Mouvement européen pour l'eau bien commun** dont nous faisons partie ; plusieurs groupes de travail (suivie des politiques européennes et lobbying, actions et communication) se sont organisés. Nous avons tout à gagner de ce rapprochement. Pensons à l'Italie et au succès formidable du référendum contre les lois de privatisation pour l'eau. Pensons à l'Allemagne et à l'Autriche qui ont déjà réuni un million de signatures dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne. Pensons à la Grèce, confrontée à la vente de ses services publics de l'eau dans le cadre des politiques d'austérité et de privatisation à tout va, mais d'où émergent aussi des alternatives originales comme l'initiative 136 à Thessalonique qui consiste à créer une coopérative pour racheter le SP de l'eau.

Avec le CEVI en Italie, l'IERPE en Belgique, ISF Catalogne en Espagne, et des organisations slovènes, **nous sommes à l'initiative d'un Forum européen des jeunes pour l'eau** qui aura lieu à Padoue en Italie du 11 au 14 mai. C'est une de nos idées qui se réalise, à la suite de l'atelier « eau, jeunesse, citoyenneté » à Nanterre en décembre 2011 et du Forum des jeunes dans le cadre du FAME. Nous voulons faire de la jeunesse une de nos priorités pour deux raisons essentielles. L'apport des jeunes est de nature à dynamiser fortement notre action. Notre combat s'inscrit dans la durée, ceux qui le mènent depuis dix ou vingt ans le savent bien...

Avec ce forum, nous voulons dresser le bilan de la DCE sur l'eau 2000-2015 qui s'achève, réaliser une analyse critique de son renouvellement (le blue printing for safeguard water resources) et préparer la nouvelle initiative citoyenne européenne « l'eau aux citoyens ». Nous avons l'objectif d'amener 26 jeunes de 18 à 30 ans à Padoue. Nous bénéficions d'une subvention du PEJA pour sa réalisation. Nous serons amenés à organiser un séminaire national pour le préparer, pendant la première quinzaine d'avril. Concrètement c'est Julie Morineau qui est en charge de préparer cet événement et qui vous en dira plus dans la discussion.

A la suite immédiate de ce forum, nous avons demandé une subvention du PEJA au niveau français pour **développer le réseau « des jeunes vigies européennes de l'eau »**. L'objectif est de prolonger et d'appliquer à notre réalité française, les réflexions et les propositions du Forum européen des jeunes pour l'eau. Et de les croiser avec nos expériences locales, en Île-de-France notamment.

Toujours au niveau européen, nous sommes en train d'instruire une demande de Fonds structurel (FEDER). Globalement, il s'agit de passer d'une logique de financement au coup par coup, projet par projet, qui demande beaucoup d'efforts et qui est source de tensions permanentes, à des financements à plus long terme. Plusieurs projets sont concernés par cette demande : la réalisation du dico interactif de l'eau avec H2O.net ; permettre au mouvement citoyen d'investir le web

(wikipedia) avec l'Institut de recherche et d'innovation du centre Beaubourg. C'est Philippe Fossat qui est chargé de monter ces dossiers.

Développer nos activités propres

Nous sommes actuellement en mesure d'obtenir des financements importants de la région IDF et de l'Europe. Nous reviendrons sans doute sur ces aspects financiers avec la présentation des comptes 2012 et du rapport financier. Mais d'ores et déjà, il nous faut noter que, dans une visée de pérennité et d'autonomie de l'association, il nous faut aussi développer nos propres activités. De nombreuses collectivités nous ont soutenu pour préparer le FAME. Il faut à présent leur proposer de renouveler ce soutien par la création ou la location d'expos, des propositions d'éducation populaire (comme l'UPEDD dans le Val de Marne), etc. Le livret réalisé avec capacitation citoyenne, sur la lutte à Est Ensemble ou encore l'annuaire des associations que vous pouvez découvrir ce soir (qui a été réalisé par Stefania et Julie) constituent à la fois des outils utiles pour notre association et contribuent à son financement.

2013, l'année où porter la gestion de l'eau dans le débat public

L'année 2013 se situe juste avant les échéances électorales, municipales notamment, du printemps 2014. C'est dire que la campagne électorale va se développer tout au long de l'année. Saisissons-nous de l'occasion pour porter les enjeux de la gestion de l'eau et de l'assainissement dans le débat politique, comme nous l'avons déjà fait dans d'autres occasions. D'autant que la compétence eau se situe au niveau des communes (ou des communautés d'agglomérations), c'est là que se prennent les décisions ; il est donc logique que les programmes abordent cette question et que les candidats expriment clairement leurs intentions à ce sujet. Pour les y aider, sollicitons-les, interrogeons chaque liste et publions les réponses, organisons la confrontation d'idées ! Nous avons tout à y gagner.